

22. Januar 2018 / par Nicolas Barotte

Macron et Merkel annoncent un «nouveau traité de l'Élysée»



Angela Merkel et Emmanuel Macron, le 19 janvier, à l'Élysée. *HANDOUT/AFP*

Mettant leur pas dans ceux de Charles De Gaulle et Konrad Adenauer, les deux dirigeants promettent un nouvel élan européen.

Côte à côte dans la vidéo, Emmanuel Macron et Angela Merkel se tiennent debout dans le salon Murat. C'est ici que le 22 janvier 1963 le général Charles de Gaulle et Konrad Adenauer ont signé le traité de l'Élysée. Historique, le texte a consacré la réconciliation franco-allemande. Dans un message diffusé sur Internet, le président de la République et la chancelière rendent hommage à ce moment fondateur pour l'Europe. Ils promettent aussi un nouvel élan.

«Il y a cinquante-cinq ans, les Français et les Allemands osaient donner une nouvelle impulsion. C'est aussi ce que nous voulons aujourd'hui», lance Angela Merkel. «Nous voulons une Europe plus unie, plus efficace, plus protectrice, plus démocratique, qui s'affirme dans le monde et qui défend ses valeurs», complète Emmanuel Macron. Idée du chef de l'État évoquée dans son discours de la Sorbonne en septembre, la France et l'Allemagne veulent signer en 2018 un nouveau traité de l'Élysée.

La paralysie politique à Berlin, sans gouvernement légitime issu des élections de septembre, a fait vaciller cette ambition et contraint Emmanuel Macron à ralentir le rythme.

La paralysie politique à Berlin, sans gouvernement légitime issu des élections de septembre, a fait vaciller cette ambition et contraint Emmanuel Macron à ralentir le rythme. Ce devait être le premier acte pour faire avancer ses projets européens. Mais le chef de l'État doit patienter jusqu'à ce qu'Angela Merkel ait réussi à trouver une majorité pour le soutenir. Une étape décisive a cependant été franchie dimanche: le SPD a finalement dit oui à une grande coalition. La relance de l'Europe figure au cœur de son accord avec la CDU/CSU. Si le processus se poursuit sans encombre, l'Allemagne pourrait avoir un gouvernement en mars. Paris et Berlin pourront alors se pencher sur les questions difficiles et débattre des sujets qui les opposent.

Sans attendre et sous l'impulsion de la France, le Bundestag et l'Assemblée nationale ont dès lundi décidé de poser un acte symbolique. Les deux parlements réunis en sessions communes ont adopté une résolution franco-allemande invitant les gouvernements français et allemand à «renouveler le traité de l'Élysée» et à «approfondir le partenariat franco-allemand».

«Lancer une dynamique»

La démarche est inédite. Le président de l'Assemblée, François de Rugy, accompagné d'une délégation parlementaire, s'est rendu lundi matin à Berlin pour participer aux débats du Bundestag. Dans un discours en allemand, il a prononcé une ode à l'Europe. «La France et l'Allemagne ne sont pas seulement un couple, elles forment une famille», a-t-il lancé. L'après-midi, le président du Bundestag, Wolfgang Schäuble, lui a répondu à Paris sur le même ton dans l'Hémicycle. «Nous voulons lancer une dynamique» pour l'Europe, a-t-il expliqué.

La résolution commune adoptée par les parlementaires appelle les deux États à «développer la coopération transfrontalière», «accroître les compétences des eurodistricts», notamment pour les écoles maternelles ou les transports de proximité, favoriser l'apprentissage de la langue de l'autre, mener des projets conjoints... Les deux Assemblées soutiennent aussi le projet de consultations citoyennes cher à Emmanuel Macron, pour permettre à chacun de participer à la relance du projet européen.

La résolution commune adoptée par les parlementaires appelle les deux États à «développer la coopération transfrontalière», «accroître les compétences des eurodistricts», favoriser l'apprentissage de la langue de l'autre...

Adoptée largement, la résolution a aussi montré la fracture, au sein des deux Assemblées, entre les partisans et les adversaires de l'Europe façon Macron-Merkel. «Le nationalisme et les mouvements populistes menacent toutes les nations européennes», a déclaré François de Rugy au Bundestag. Devant lui, les 92 députés de l'AfD ont écouté impassibles. Lorsque vient son tour de prendre la parole, le leader de l'Alternative für Deutschland, Alexander Gauland, répond avec gourmandise. «S'il y a une chose dont le général de Gaulle ne voulait pas, c'était des États-Unis d'Europe. Il croyait aux nations», attaque-t-il, en critiquant une résolution franco-allemande décidée «en haut».

À Paris, la présidente du FN, Marine Le Pen, dénonce, elle aussi, un «traité bilatéral qui procède une fois encore de la vision allemande». «Nous adorons l'Allemagne, alors que l'Allemagne, à travers l'Union européenne, ne nous est en rien bénéfique, parce qu'elle défend ses intérêts et exclusivement ses intérêts», a-t-elle poursuivi, en qualifiant le couple franco-allemand d'«alibi sentimental» dépassé.

Sur les rangs de l'extrême gauche, les discours proeuropéens de l'Élysée et de la Chancellerie ne font pas non plus rêver. Comme le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, la chef de file de Die Linke, Sahra Wagenknecht, refuse que la coopération franco-allemande serve de «prétexte à la création d'une sorte de directoire franco-allemand». «Aucune Europe n'est possible ni souhaitable si les États-nations ne sont pas égaux», ont affirmé dans une déclaration commune Die Linke et La France insoumise. L'extrême droite comme l'extrême gauche se nourrissent d'euroscpticisme.